

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE

9 août 2007

N° 1989

1,22 €

Interview
d'Antton Lafont



OGM

Des maires s'engagent

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



De la répression à la paix

LE 31 juillet à minuit a pris fin le déploiement des troupes britanniques en Ulster. 38 ans après la prise de contrôle de Falls Road, l'emblématique rue du Belfast catholique, par 250 hommes du premier régiment du Pays de Galles, l'opération Banner (bannière) s'est achevée en ce dernier jour de juillet 2007. En envoyant la troupe en Irlande du nord, le pari du gouvernement conservateur d'Edward Heath était de mettre un terme à ce qu'il appelait les «troubles» en moins de six mois. On connaît la suite.

Trois ans plus tard, en 1972, ils étaient 25.700 soldats à quadriller la province, tuant 301 personnes, dont 138 civils catholiques et 20 protestants, en quatre décennies d'occupation. Le point culminant de la répression fut atteint précisément en 1972, le 30 janvier, en ce fameux Bloody Sunday, dimanche sanglant, où les parachutistes réprimèrent dans le sang une marche pacifique pour les droits civiques organisée à Derry par les catholiques et une minorité de protestants modérés. 14 personnes tombèrent sous les balles des paras, dans une attaque d'une sauvagerie inouïe, que les responsables de l'armée qualifieront plus tard de «plus grave erreur commise en Ulster».

Plus qu'une erreur ce fut assurément une faute, analogue à celle que l'armée, dotée de tous les pouvoirs en Ulster, avait commise l'année précédente en internant sans procès 342 jeunes républicains. Car au lendemain du dimanche sanglant, ils furent des dizaines, voire des centaines, de jeunes catholiques à rejoindre l'IRA, et donner à la lutte contre l'occupant la dimension d'une véritable guerre.

Ces quarante ans de conflit se solderont par 3.554 morts, dont 763 soldats britanniques. Symboles de la détermination des résistants catholiques, Bobby Sands et neuf autres militants de l'IRA, tomberont au printemps 1981, après plus de soixante jours de grève de la faim dans les blocs H de la prison de Long Kesh, victimes de l'intransigeance de Thatcher qui leur refusait le statut de prisonniers politiques. 100.000 personnes assisteront aux obsèques de Bobby Sands, dans un silence impressionnant.

La tragédie de Bobby Sands est emblématique de la férocité de la répression anglaise et des immenses injustices qui l'ont accompagnée. Il est arrêté avec quatre de ses compagnons dans une voiture en possession d'un revolver. Lors de son procès en septembre 1977, il est accusé d'avoir commis un attentat. Cette charge contre lui est rapidement abandonnée faute de preuves. Il est néanmoins condamné pour possession d'une arme et envoyé en prison pour une durée de 14 années.

En 1993, après les sanglants attentats de l'IRA qui porte le feu jusqu'au cœur de Londres, John Major qui a succédé à Margaret Thatcher, amorce un virage politique marquant. Avec son homologue de Dublin, Albert Reynolds, il signe le 15 décembre la célèbre Déclaration de Downing Street, stipulant que le Sinn Féin participera aux pourparlers sur l'avenir de l'Irlande du nord dès lors que l'IRA renoncera à la lutte armée. Le choix d'une résolution négociée du conflit sera confirmé par Tony Blair.

Ces dix dernières années, ponctuées de nombreux soubresauts, ont vu l'IRA renoncer à la violence et désarmer sous le contrôle d'une commission internationale, les Unionistes accepter de partager le gouvernement autonome de la province avec les Républicains, la police (la trop tristement célèbre RUC) entamer une réforme en profondeur, le parlement de Stormont se remettre en route à la suite des élections de mars dernier et un gouvernement d'union se constituer, avec à sa tête l'intransigent pasteur unioniste Paisley, flanqué au poste de vice-premier ministre de Martin McGuinness du Sinn Féinn, ancien commandant de l'IRA à Derry.

Le chemin parcouru en dix ans vers une résolution négociée du conflit et le respect des droits de la minorité catholique est remarquable. Le retrait dans les casernes des dernières forces d'occupation britanniques en est le point d'orgue. Il a fallu pour cela une volonté politique audacieuse de toutes les parties, portée par des personnalités lucides et courageuses. On aimerait qu'elles fassent école en Euskal Herria, à Madrid et à Paris.

Bide onaren bila

EUSKAL Herriko politika mundukoak okazaturik gaude Nafarroako gobernua moldatzerakoan gertatu denaren ondotik. Horra hor lurraldeko hauteskunde ondotik sekulako solasaldiak izan ondoan, sekulako gorabeherekin bi hilabetez-edo, akordio batetara heltzen direla Nafarroa bai-ko abertzaleak eta ez abertzaleak, ezkerreko gobernu baten xutik ezartzeko. Ordea, Nafarroako sozialistek aldarrikatua zutelarik nafarrek erabakiko zutela Nafarroako politika, huna nun, Iruñen lortu akordioak behar duen Madrilgo PSOE alderdiko buruzagitzaren baimena aurrera ateratzekotan...

Eta denek dakigun bezala, Madrilen, erabaki ezin sinetsia hartu dute, beren kideek Nafarroan burutu akordia zakar ontzirat aurtikiz, nafarren nortasuna ukatuz. Alderdiak, Madrilen, erabaki da beraz Nafarroako gobernua, eta ez bertako hautetsiek berek, hor berean baita hamaika gogoetaren gaia... Espainia hortan jelosten ditugu beren hauteskunde sistema proportzionalagatik. Aitortu beharrean gaude, haatik gaur, ez dituela beti ondoriorik loriagarrienak sistema demokratiko horrek ere eta hautetsien gainetik erabakitzen duen alderdien nagusigo hori ez zaigula batere gustatzen. Guk hautetsiari eman geniezaioke lehenetsuna; baina norainokoa izan behar da

hunen azkatasuna alderdiaren barnean? Badukegu hor demokraziaren ibilbide ezatabaidagarri bat.

Dena den, ezin sinetsia da PSOEek Madriletik egin duena. Eta zer ikusi da? PPkoak eta bertze frango loriatuak sozialistek egin lotsagabekeriaz, Espainiaren salbagarri gerta baitaiteke omen holako erabakia... Zerk du bada ahalbidetzen holako ikuspegi ahalkagarriak txalotzen direla durduzatu gabe? Gure ihardespina argia da: abertzaleek soinean daramagun usain txar batek; borroka armatuak hedatua du hori gure gainerat erahilketa deitoragarri andana baten ondorioz; hark du posible egiten, hark dezake onesgarri egin, Madrilgoen erabakirik zirtzilena. Ikastolak sortzen, presoak sustengatzen edo/eta iheslariak laguntzen ditugun ber, usain txar horrek kutsatzen gaitu guk nahi ala ez, ekintza armatuak errotik gaitzetsirik ere.

Hortakotz, burumuinetaraino sartua dugu, gure etsaia ez bada halakoa ere, demokratik izan behar dugula, gostarik gosta. Gure helburuak eta lanak onak dira, ez dugu beraz arrazoinik politika egiterakoan bide txarraren hartzeko. Hala jokatzeari, gure burua errespetarazteko molde bakarra dela deritzogu. Bide oneratze horrek galdutako du haatik denbora. Delako usain txar hura jarraikiko baitzaigu luzaz armak ixildu-ta ere.

(Suite dernière page)

... pas tant que ça du crédit de 20 milliards de dollars ouvert par Bush à l'Arabie Saoudite pour l'achat de nouvelles armes. Obscurantistes-fondamentalistes de tous les pays, unissons-nous!

... pas tant que ça des deux énormes contrats de vente d'armes de la France à la Lybie, 168 millions d'euros pour des missiles (MDBA, filiale d'EADS) et 128 millions pour des systèmes de communication (EADS), en contrepartie de la libération des otages bulgares. Khadafi pourra de nouveau s'adonner à son sport favori: le tir à l'avion en vol. Ce sont les familles des victimes de Lockerby qui vont être contentes.

... pas tant que ça de la décision du PSOE d'imposer à ses troupes navarraises un ralliement honteux à l'UPN pour maintenir Sanz dans son fauteuil de président du gouvernement foral. Zapatero aurait même proposé à ses potes socialo navarrais un slogan pour les prochaines élections: «Le bon Sanz près de chez vous».

... pas tant que ça qu'en remplacement du facho admirateur de la phalange et grand bouffeur de Basques devant l'éternel, Sebastian, dont la date de préemption était dépassée depuis longtemps, Benoît XVI n'ait rien trouvé de mieux que l'évêque des armées espagnoles pour l'archevêché d'Iruñea. Le panzer-pape a dû penser que sabre et goupillon ne seront pas de trop pour ramener à la raison ces Navarrais un peu trop frondeurs ces derniers temps.

... de l'appel à l'unité du président du PNV Josu Jon Imaz à la veille des élections internes pour la désignation du président du parti. «Je ne veux voir qu'une tête, de préférence la mienne», aurait-il déclaré.

... et attristé des malheurs d'Aitor Arandia en passe d'être débarqué de la direction de son entreprise de communication qui travaille pour EITB en Iparralde, pour cause d'investissements hasardeux. Le PNV aurait-il décidé de lâcher le fervent lecteur de *Kutzu*? Aux dernières nouvelles l'impayable Aitor aurait reçu une proposition d'emploi de Pathé Marconi.

... de l'excellente place obtenue par les élèves du collège Léon Bérard de St Palais au concours départemental Résistance et Déportation. Une seule phrase a, paraît-il, suffi à les distinguer: «Léon Bérard, ambassadeur de Vichy auprès de Vatican: un exemple à ne pas suivre?»

Débat sur la stratégie agro-alimentaire du Pays Basque

LA demande du Conseil de développement, le cabinet AND international a réalisé une étude sur le secteur agro-alimentaire du Pays Basque. Après un état des lieux précis, secteur par secteur, une identification des atouts et des faiblesses, l'étude conclut sur des préconisations pour l'avenir. Parmi celles-ci, citons:



- mise en place d'un cluster, c'est-à-dire une mise en réseau des entreprises de l'agro-alimentaire pour qu'elles puissent atteindre par une coopération entre elles, des objectifs qui leur sont communs mais que chacune n'aurait pas les moyens d'atteindre seule (innovation, technologie, formation).

- Création d'une marque collective «label produit basque».

- Soutien aux filières et démarches de qualité.

- Etablissement des bases d'un développement durable.

- Le lait de brebis est longuement abordé en suggérant, entre autres, de développer la production de façon à combler le «déficit» actuel de 12 millions de litres...

L'image n'a de valeur que parce qu'il y a une réalité bien vivace

L'un des points qui revient souvent dans l'étude, et ce n'est pas une surprise, c'est l'image de qualité de l'agriculture du Pays Basque et, par conséquent, du secteur agro-alimentaire. Mais, qu'est-ce qui fait l'image? C'est la réalité qui fait l'image! L'image n'a de valeur que parce qu'il y a une réalité bien vivace. Des exploitations nombreuses réparties sur tout le territoire, un espace entretenu, des systèmes d'élevage basés sur le pâturage, la présence dominante des prairies, une vie sociale riche... Voilà le patrimoine collectif à notre agriculture et à ses acteurs. Ce capital de grande valeur n'est pas spontané: c'est le résultat d'un ensemble de décisions individuelles et collectives, d'un choix d'agriculture, d'exigences, parfois de contraintes et de coûts supplémentaires. Mais la pression est grande pour entraîner les paysans dans une logique d'agriculture indus-

Michel Berhocoirigoin

trielle et intensive: «*horsolisation*» des élevages, monoculture, OGM, agrandissement permanent des tailles d'ateliers, etc. Il est clair que ce processus va à l'encontre de l'image de qualité. L'industrie agro-alimentaire, trop souvent, veut le beurre et l'argent du beurre: une réalité qui lui convienne, et une image qui fait vendre! Pour vendre les produits de l'agriculture industrielle elle utilise l'image de l'agriculture qu'elle fait disparaître! Ce débat image/réalité est fondamental dans la définition de la stratégie agro-alimentaire dont le Pays Basque a besoin. Il n'y a pas d'un côté le réalisme économique, avec ses vérités, son modèle unique et ses maîtres mots: compétitivité, efficacité, innovation, etc. et de l'autre, l'image plus ou moins virtuelle, bucolique, un peu passéiste et écolo... Il y a des conceptions économiques différentes et des stratégies agro-alimentaires différentes. Il est possible de concilier valeur ajoutée, efficacité, image et réalité. Les initiatives qui le démontrent en Pays Basque sont celles qui arrivent à croiser les exigences territoriales, économiques, sociales et éthiques: que ce soit Idoki en production fermière ou le nouveau cahier de charge de l'AOC Ossaurati en passant par le porc basque pour ne citer que ces exemples. En un mot, c'est la façon de produire et de transformer qui fait la qualité, donc l'image, et donc l'image de qualité! Si une réflexion est engagée autour d'un cluster agro-alimentaire en Pays Basque ces questions sont incontournables. Une stratégie agro-alimentaire doit respecter et faire vivre le territoire.

L'image basque est utilisée de façon frauduleuse

Un autre point important mis en avant par l'étude de l'AND est la création d'une marque collective «label produit basque». Cette question est très liée à la précédente; c'est parce que l'image basque est porteuse de qualité qu'elle est utilisée de façon frauduleuse. On sait que la présence d'un ikurriña sur un étal fait vendre davantage, à des prix peut-être supérieurs, même si le produit n'a rien de basque! Il faut donc intervenir sur ce dossier, mais là aussi, il y a plusieurs niveaux de réflexion qu'il faudrait traiter séparément. Tout d'abord, un produit élaboré ailleurs qu'au Pays Basque ne doit pas pouvoir être baptisé «produit basque». Ensuite, l'autre point, moins consensuel peut-être, est de savoir si un produit fabriqué au Pays Basque mais à partir de matières premières extérieures peut s'appeler «produit basque» (par

exemple, le fromage de brebis réalisé au Pays Basque avec du lait excédentaire aveyronnais, donc moins cher, peut-il être associé au mot «*basque*»?), ou bien faut-il, pour bénéficier de cette appellation, que la matière première soit également d'ici... Personnellement, je pense que pour qu'un produit puisse être labellisé «*basque*», il doit être produit et transformé en Pays Basque; c'est la seule condition pour que ce terme «*basque*» serve le territoire dont il porte le nom, sinon c'est une stratégie qui sert l'acteur agro-alimentaire, au détriment du territoire. Les produits qui ne sont que transformés au Pays Basque doivent être identifiés «*transformé au Pays Basque*». Enfin, il y a l'identification de la qualité. Le label «*produit basque*» ne doit pas être un signe de qualité; il indique l'origine. Autre chose est la qualité: elle a ses propres signes officiels avec des cahiers de charges plus ou moins exigeants selon les signes (AOC, labels, IGP, etc.) La force de frappe qui pourrait accompagner le label «*produit basque*» ne devrait pas se traduire pas une situation où un produit basque élaboré industriellement, sans cahier de charges (hormis les obligations légales) aurait davantage de notoriété qu'un produit élaboré au Pays Basque avec un cahier de charges rigoureux et donc des coûts de production supérieurs. Il peut y avoir aussi une autre solution, c'est d'associer le terme basque à l'excellence qualitative et environnementale; dans ce cas, il faut définir les conditions que cela sous-tend, avec la conséquence d'exclure des produits basques de l'utilisation du label basque, parce qu'ils ne rempliraient pas les conditions de l'excellence.

Quand à la filière ovine, largement abordée par l'étude, il faut relativiser le déficit de 12 millions de litres. Il n'y a pas de déficit pendant une partie de la saison, mais plutôt vers la fin. S'il y avait 400 producteurs de plus, avec 30.000 litres chacun, comme le suggère l'étude, la situation de crise serait évidente, avec des excédents à partir du mois d'avril. Ceci dit, un «*développement maîtrisé*» est à envisager en organisant l'installation des jeunes et l'accompagnement des producteurs aux litrages plus faibles en particulier dans leurs investissements (bâtiments, etc.). L'enjeu pour la filière ovine, dans un contexte de libéralisation des échanges, est de permettre à une AOC forte de faire vivre la zone concernée par la création, la fixation et le partage de la valeur ajoutée. Les collectivités territoriales auront un rôle déterminant à jouer en accompagnant les éleveurs et les outils de développement de la filière.



Antton Lafont : le Pays Basque Sud a beau

Enbata a rencontré à Bilbao, au siège du Conseil économique et social d'Euskadi, Antton Lafont, qui dirige cette entité publique depuis un an. L'ancien directeur de la Chambre de commerce de Bayonne, en parfait connaisseur des réalités socio-économiques d'Iparralde et d'Hegoalde, nous fait mieux comprendre les enjeux et les complémentarités du développement d'Euskal Herria. Si la culture d'entreprise demeure la base de la dynamique économique actuelle, elle n'est pas exempte de complexités sociales et environnementales. Cette traversée au cœur de la nouvelle économie basque, désormais sortie de son horizon péninsulaire, participe de la grande aventure européenne.

E NBATA: Antton Lafont, pouvez-vous nous présenter le Conseil économique et social d'Euskadi que vous dirigez?

Antton Lafont: Le Conseil économique et social est une entité publique ayant pour objet de donner des avis, des expertises sur des projets de loi après consultation soit du gouvernement basque, soit du parlement basque. Mais aussi d'émettre des opinions sur certains sujets d'initiatives propres et depuis peu de temps d'organiser des débats sur des thèmes couvrant l'ensemble d'Euskal Herria, même si notre compétence se limite au territoire des trois provinces de la Communauté autonome.

Enb.: Quels sont le budget, la composition de cet organisme public et son insertion dans le dispositif de l'autonomie?

A. L.: Son budget est de deux millions d'euros. C'est un outil de l'autonomie. Le Conseil économique et social est indépendant du gouvernement et du parlement basques même s'il a été créé par une loi du parlement de Gasteiz. On le considère comme une entité officielle consultative du gouvernement et du parlement. Sa composition s'articule sur trois collèges, un collège syndical représenté par les quatre syndicats principaux de la Communauté qui sont ELA, LAB, CGT et CCOO. Huit personnes composent ce premier collège syndical. Huit autres personnes représentent la confédération patronale. Là, c'est une représentation monobloc puisque Confebask est le seul interlocuteur du patronat. Enfin, huit personnalités qui représentent des secteurs institutionnels, entités publiques ou privées, associations de la Communauté autonome, chambres de commerces, caisses d'épargne, coopératives, organisations de pêcheurs et agricoles, consommateurs et universités. Huit experts viennent compléter ces trois collèges. Ces quatre groupes participent au conseil mais seuls les trois collèges ont pouvoir délibératif. Les experts ne votent pas. Comme il existe un droit de veto, le fait que l'un des collèges, celui du patronat, est monobloc lui donne un pouvoir particulier et imprime le rythme de nos travaux. En revanche, la représentation syndicale plurielle peut très bien ne pas présenter un front uni pour émettre un veto. Il en est de même pour le 3^{ème} collège des personnalités. Ceci représente un dysfonctionnement structurel grave pour une entité publique.

Enb.: Nous vous avons connu direc-

teur de la Chambre de commerce et d'industrie de Bayonne. Comment avez-vous été porté à la tête d'un tel organisme officiel d'Euskadi?

A. L.: Les présidents sont nommés tous les quatre ans sur proposition d'un des collègues, à tour de rôle. Proposition soumise au Lehendakari qui inscrit au Journal officiel de la Communauté la personne qu'il désigne. Curieusement pour moi, issu du monde des chefs

décrire ou expliquer le dynamisme actuel d'Euskadi, lorsqu'on constate notamment que le chômage a été réduit d'une manière spectaculaire, que le PIB est aujourd'hui au niveau européen si ce n'est supérieur...?

A. L.: Nous venons ici d'une tradition d'entreprise. Le Basque du Sud a une culture d'entrepreneur. Il sait risquer ses investissements. Il a su, quand il le fallait, vivre chichement pour créer son



Antton Lafont

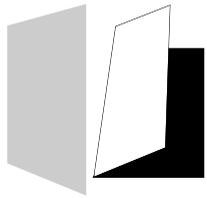
d'entreprises, ce sont les syndicats qui m'ont proposé. Je l'ai appris par le journal et je m'en suis ému auprès des syndicats qui avaient omis de m'en parler. Après un débat, trop rapide, avec eux et malgré une méconnaissance du fonctionnement de l'institution, j'ai accepté! Bien que financé par le gouvernement, il n'y a pas de tutelle juridique mais cet organisme souffre de la tutelle de fait de l'organisation patronale. Cela me rappelle le temps de la guerre froide face à l'Union-Soviétique: un écrivain qui disait «on appelle pays libre celui qui dépend des Etats-Unis». Cela amène ici à des conjonctures de clash. J'ai d'ailleurs été convoqué en commission du parlement basque pour donner un avis sur un éventuel changement de loi instaurant le Conseil économique et social.

Enb.: Placé au cœur de la vie économique et sociale de la Communauté autonome, comment pouvez-vous

entreprise. Il a beaucoup travaillé pour sa dignité identitaire. L'ensemble coopératif de Mondargon est le groupe le plus important avec 80.000 personnes. Il a été créé en 1956, porteur de ce souci identitaire. Donc, dans ce pays il y a le respect de soi-même, le choix préférentiel de l'entreprise et du travail hors de l'administration...

Je me souviens lorsque j'étais à la CCI de Bayonne et qu'on évoquait les régions aptes à recevoir l'investissement, je disais toujours: si vous amenez de l'argent dans des régions qui n'ont pas l'esprit d'entreprise ça n'arrivera pas à prendre. Au Pays Basque Nord nous avons été de ces régions-là. Il y a eu des époques où des investisseurs étaient étonnés de voir que des petites entreprises fermaient au moment de la chasse à la palombe, chose inimaginable ici, au Sud. Maintenant, hors du regard économique, la question peut se poser: qui a raison?

Enb.: Ça c'est l'héritage, mais quelle



Mario Zubiaga, professeur de sciences politiques à l'Université du Pays Basque

Regarde-les danser (1/2)



Une piste de danse. Trois danseurs : Josu Jon, Jesus et Arnaldo. Au premier rang des spectateurs, leurs compagnes officielles, mères et consorts. La valse commence...

Alda! du 9 et 16 août publiera la traduction de l'article sur le processus de paix, de Mario Zubiaga, paru dans Gara les 22 et 23 juin derniers. Mario Zubiaga est membre de la Fondation Joxemi Zumalabe et est inculpé dans le Dossier 18/98 de promouvoir sur instruction d'ETA un processus de désobéissance civile. Cette première partie présente les trois interlocuteurs principaux, ayant pris part aux négociations.

Une piste de danse. Trois danseurs : Josu Jon, Jesus et Arnaldo. Au premier rang des spectateurs, leurs compagnes officielles, mères et consorts. La valse commence. "Je pensais que ce serait du fox-trot", se plaint Arnaldo. "On n'avait pas dit que ce serait un tango ?", commente Josu Jon, "Mais non, c'était une milonga" conclut Jesus. La danse est terminée. Et le public, dont le seul rôle consiste à regarder, applaudir et voter pour le meilleur couple rentre à la maison, frustré et tête basse. Peut-être même un peu en colère.

Mc Graith dit que dans toute négociation politique chaque position négociatrice a son propre groupe social de référence (ceux du premier rang) qui définit les contenus minimaux en vue de l'obtention d'un accord, et par conséquent, conditionne les mouvements possibles. Comme l'assure notre expert de garde Gerry Adams, la négociation à mener avec les siens est toujours la plus dure.

▼
"“Kideekin” eraman behar den negoziazioa beti zailena da!”
(Gerry Adams)

Peut-être qu'un des problèmes dans notre cas est qu'en plus chaque acteur-négociateur a dû suivre un système de référence double (c'est-à-dire deux types de positions parmi "les siens") et dans tous les cas le pôle le plus déterminant a été celui qui, à la fin, empêchait l'accord nécessaire à trois.

Le négociateur socialiste et son double système de référence :

Les négociateurs socialistes ont été conditionnés par deux pôles de référence déjà connus : un premier groupe socio-idéologique, faible, à peine naissant, qui croit peut-être encore à une possible refondation démocratique de l'Espagne et que l'on pourrait appeler "néo-front-populiste". Les signes identitaires de ce pôle (le recouvrement de la mémoire historique, l'appui sur des anciennes alliances "rouges et séparatistes", la confédéralisation de l'Etat...) n'ont été que rêves qui durèrent jusqu'à l'action magistrale du statut d'autonomie catalan. Si on ne peut nier qu'il existe, ici et là, des socialistes sincères avec lesquels on peut négocier, voire même gouverner, il aurait dû être évident (à la lumière de l'expérience historique) qu'une fois que le processus de négociation aurait atterri à Madrid le pôle de référence dominant pour le négociateur socialiste serait, comme d'habitude, le groupe socio-idéologique que l'on appellera "médiatico-territorial" : le groupe PRISA et les barons en tous genres, le secteur "guerriste" (NDT : par référé-



Mario Zubiaga

rence à Alfonso Guerra, dirigeant historique du PSOE, rival de Felipe Gonzalez, caractérisé par sa vision jacobine de l'Etat) et les

"galeux", auteurs de la frauduleuse transition politique espagnole, soutenus et/ou surveillés par un PP devenu le seul gestionnaire de la constitution interne, celle qui n'est pas écrite et par conséquent ne peut jamais être modifiée.

Nous le répétons : le mécanisme de certification, celui qui valide l'interlocution, n'était pas clair côté gouvernemental : ce qui est négocié avec Egiuren peut ne pas être valable avec Rubalcaba, et encore moins avec Astarloa... Et s'il s'agissait d'en finir avec un conflit historique on ne pouvait pas s'attendre à ce qu'il suffirait d'un accord avec un pôle néo-républicain que l'ensemble du système politique ne se sentirait pas obligé de respecter. Le groupe de référence dominant côté socialiste a été et restera celui qui n'admettra jamais volontairement le dépassement de l'Etat des autonomies (accords de Santillana) bien qu'il sera prêt à co-gérer avec tout régionaliste apprivoisé qui s'y offrira. Ce pôle de référence peut pactiser avec un PNV ou un autre, mais jamais avec la gauche abertzale. Zapatero non seulement n'a pas résisté à la pression exercée par le PP, il n'a pas résisté non plus à celle venant de son propre parti. De sa branche la plus obscure et rustre. C'est une erreur mais aussi un signe d'impuissance, mais que chacun assume les conséquences de son choix. S'il y arrive.

Le négociateur du PNV et son double système de référence :

Dans ce cas, la bipolarisation s'est produite à l'inverse. Le secteur le plus enclin à une négociation politique effective a été scandaleusement oublié. Le groupe souverainiste-décisionniste, c'est-à-dire les secteurs proches d'Egibar et du Lehendakari lui-même n'ont pas agi en tant que pôle de référence effectif vis à vis de la position négociatrice du PNV.

L'agent négociateur (Josu Jon et les siens) s'appuyait de manière unique et exclusive sur le pôle que l'on appellera "groupe bureaucratocantontopolitain". 30 ans de gouvernement ininterrompu ont créé un gouvernement de l'ombre ("sottogoverno") des trois provinces qui a comploté dès le début pour dépolitiser au maximum le processus de négociation. L'expérience de Lizarra et la crainte que le contre-exemple d'une CIU défenestrée se reproduise ici les amène à repousser tout élargissement de l'auto-gouvernement, que ce soit au niveau des compétences que du territoire administré, qui mettrait en

danger son hégémonie et ouvrirait la voie à des alliances transversales de gauche.

Logiquement, sa position hégémoniste l'amène à chercher à séduire et à s'offrir à ce PSOE médiatico-territorial, y compris, comme on a pu lire récemment, dans le but de combattre le fascisme (sic) de la gauche radicale, dont il nie même le caractère abertzale. Avec une telle finesse dans l'analyse, l'accord à trois devient impossible. Cependant cette stratégie hégémoniste de salon (pêcher des régionalistes dans les eaux du PP-PSOE au Pays Basque et transformer EA-EB-Aralar en satellites) ne permet ni de récupérer des voix espagnolistes "light" (sauf à Bilbo, au désespoir de Basagoiti), ni à soumettre ses satellites, ni surtout à mobiliser sa base. Le PNV-isme de base peut être entraîné par un lehendakari populiste, même jusqu'à la décision finale, mais jamais par des technocrates séducteurs. Cette démarche prétendument hégémoniste est aussi une erreur, mais je ne vois pas l'axe Egibar-Lehendakari suffisamment fort pour sortir le PNV de sa dérive suicidaire.

▼
"Moralak ez du balio politikoki aurreratzeko. Bakarrik balio du esklabo izaiten jarraitzeko eta ororen gainetik auto-estima atxikitzeko."

Le négociateur abertzale et son double système de référence : le pôle politico-militaire et le pôle strictement civil.

Le premier d'entre eux est persuadé que l'activité violente peut encore générer des bénéfices politiques, dans la mesure où la négation du monopole légitime de la violence aux mains de l'Etat est l'argument le plus fort auquel tout contre-pouvoir peut faire appel et, par conséquent, le plus grand trésor auquel il aspire. Cependant, ce qui peut être vrai dans la théorie ne l'est pas toujours dans la pratique. Cela fait longtemps que la fonction exercée par la lutte armée d'ETA dans la construction symbolique du système politique espagnol dépasse largement les hypothétiques dégâts systémiques qu'elle pourrait infliger.

Pour cette raison, entrer dans un processus de négociation qui ne peut qu'obliger à revoir ses positions à la baisse et s'attendre à ce que le PSOE (remember Argel) ou le PNV (remember Lizarra) vont tenir leur parole est soit de l'ingénuité pure, soit de l'amnésie galopante.

Ce n'est pas pour rien que dans toute négociation la réalisabilité d'un accord dépend de la position de force sur laquelle il s'appuie. On peut

même négocier l'indépendance avec l'Etat, mais, si celui-ci observe que le coût généré par les représailles suite à des accords non observés est inférieur au bénéfice généré par cette fausse promesse, il signera les accords, et ensuite il les déchirera, un point c'est tout. Le paradigme politico-militaire est prisonnier d'un paradoxe : le système politique qui devrait satisfaire une revendication juste en échange de la fin de la violence préfère que cette violence continue d'exister pour justement ne pas avoir à satisfaire cette revendication.

La sensibilité plus civile se plaint parce que la gauche abertzale ne croit toujours pas suffisamment que sa capacité d'amener l'Etat à accepter ses positions ne dépend pas de sa capacité largement démontrée de renverser des gouvernements espagnols (dont le système politique peut parfaitement se passer) mais plutôt dans le fait de faire preuve d'une force politique inattaquable, des centaines de milliers de voix, des milliers de représentants prêts à faire des pas en avant souverainistes et progressistes, dans la mesure où on n'occupe pas leur temps dans une activité de pure résistance, une résistance ferme et continue dans le temps certes, mais simple résistance en fin de comptes, sans capacité de dépasser ses propres limites ni de disputer réellement l'hégémonie au PNV. Occupée dans un effort constant de réorganisation, la gauche abertzale n'arrive toujours pas à se concentrer sur la véritable construction nationale.

Le fait est que même si le coût d'une rupture du cessez-le-feu avait déjà été investi, le paradigme politico-militaire s'est imposé de nouveau. Maintenant il compte sur la peur de Zapatero de perdre le gouvernement et menace de rendre réelle une prédiction très répandue dans les milieux de droite à Madrid : "Zapatero est entré au pouvoir sous l'effet d'une bombe et en sortira sous l'effet d'une autre..." et au pire on pourra négocier avec le PP ce que les socialistes n'ont pas voulu ou n'ont pas pu octroyer. Les partisans de ce paradigme peuvent-ils affirmer qu'à ce moment-là la position politique de la gauche abertzale sera plus forte qu'aujourd'hui ?

Pourra-t-on faire bouger davantage le PP que le PSOE ? Et même si la situation pouvait être un peu meilleure est-ce que cette future et improbable position de force compenserait le coût politique et humain de cette rupture du cessez le feu ?

L'éthique révolutionnaire est là pour faire ce type d'analyse et non pas uniquement pour accuser les adversaires de fascistes, menteurs ou tricheurs alors qu'ils n'ont fait que tricher au jeu, c'est-à-dire faire de la politique. A la fin, l'acteur supposé le plus immoral sera en fait le plus moral de tous. Mais la morale ne sert pas à avancer politiquement, elle sert seulement à continuer esclavement en gardant malgré tout son amour propre.(...)

□
(Suite et fin dans le Alda! du 16 août)

Oporrak

Gainekotx

Zer egiten duzu bakantza hauetan ?

Hara zer den, sasoin huntan ezagun bat ikustean egiten dugun galdea.

Eta bai, xantza haundia dugu, zeren galde horren egiteak erran nahi baitu lehenik lana badugula eta bigarrenik bakantzak hartzen ahal ditugula, gure bizi haina gisa hortakoa dela.

Egia da langabezian dena ez dela bakantzetara joaiten ahal zeren, kasu emanik ere, etxean egoitean baino diru gehiago xahutzen baita kanpoan.

Ber moldean, hilabete sari arrunt apala duenak badu lanik aski hilabetearen bururatzen eta ez du bazter-tzen ahal oporren hartzekoa...

Badut beldurra zoritxarrez egoera hori ez den berehala aldatzekoa, gure aintzindariak kontrakoa erranik ere: bakotzak nahi izatea ez da aski.

Bainan, hala ere nahi nuke bakantzen ideia bera aipatu: jadanik lanerat ez joan behar izatea, goxoan ritmoa aldatuz bizitzea, aintz da.

Lagunen gomitatzea, haiengana joaita, aratsetan oheratzeko mugarik ez izatea, goizetan iratzargailuaren ez entzutea, egun egin nahi ez duguna biharko uztea...

Gauza ximpleak erranen dautazue; bai, bainan nere bizia hasteko, gauza ximplez egina baita eta bakan gertatzen baitzauzkit gauza "harrigarriak", ikasi dut horren gozatzen eta preziatzen.

Mendiak hor dituguno horra hor oporrrak merke eta molde xoragar-rian iragiteko parada.

Itsasoa maite duenarentzat ere bada behar dena hemen gaindi, goizean edo astirian joanez.

Musika maite duenarentzat, inguru hauetan festibal parrasta bat bada ere... eta holo-hola segi dezaket luzaz.

Beraz, gaitzeko pidaia arraroa ez baduzue egiten ere, pasa itzazue opor goxoak!

□

JEAN-JOEL FERRAND

La "RSE", progrès ou escroquerie ? (1/2)



La "Responsabilité Sociale et Environnementale"... en deux mots.

(Article de la série "Entreprise, mon amour")

L'entreprise, une machine à faire du profit.

Longtemps, la cause était entendue : le but de l'entreprise était le profit. Certes, la recherche du profit est égoïste, certes tout altruisme est exclu des pratiques économiques... mais la "main invisible" du marché qui oriente les comportements permet à la poursuite de l'intérêt individuel de servir l'intérêt collectif. Tant que ce raisonnement était admis, la recherche du profit était légitime de la part de l'entreprise.

L'entreprise n'était pas pour autant nécessairement immorale: il était dans son intérêt de respecter la loi pour éviter des sanctions, de bien traiter ses salariés pour éviter des frais de turn-over, de ne pas trop polluer pour conserver une bonne image... et on sait depuis Adam Smith que c'est d'abord par intérêt égoïste que le boucher sert bien son client : il espère que celui-ci reviendra !

Cette définition était compatible avec un certain interventionnisme. Le marché connaît en effet des limites, admises par une bonne partie des libéraux : il prend mal en compte l'environnement, ignore les produits non facturables, il ne résout pas les questions sociales...

On pouvait alors admettre que l'état réglemente, se préoccupe d'environnement, assure une protection sociale ou des services publics... et les entreprises de leur côté travaillaient à leur manière à la satisfaction générale, en recherchant le profit sans trop d'états d'âme.

Satisfaire des parties prenantes ?

Depuis une quinzaine d'années, se développe un nouveau discours de l'entreprise sur elle-même.

Son objectif ne serait plus le seul profit des propriétaires, mais la satisfaction d'un certain nombre de "stakeholders" ("parties prenantes"). La mission de l'entreprise serait alors de satisfaire les actionnaires, les clients, mais aussi les salariés, les fournisseurs, les pouvoirs publics, les voisins et toute la "société civile" (dont les ONG bien sûr).

Le terme magique de "Responsabilité Sociale" et Environnementale" des entreprises fait florès, souvent associé aux notions de développement durable et d'éthique avec lesquels il a partie liée. La "RSE", c'est une démarche volontaire appuyée sur des critères environnementaux, sociaux, économiques de "gouvernance", donnant lieu à force codes, chartes et autres déclarations de bonnes intentions. Les entreprises qui se piquent de RSE vont publier des indicateurs certifiant leurs efforts dans les domaines cités. Elles développent en interne un discours assez amusant sur le mode : "être éthiques et responsables, c'est très bien moralement. En plus, c'est bon pour les affaires... et de toute façon, on n'a pas le choix".

Le capitalisme soucieux de s'amender ?

Certains aspects de cette "théorie" peuvent prêter à sourire. Présenter la satisfaction des clients comme le résultat d'un souci éthique, citer les actionnaires à égalité avec de nombreuses parties prenantes en oubliant la base financière du capitalisme peut sembler hypocrite. Et il faut voir comme les rapports sur la RSE présentent le paiement de taxes et d'impôts comme le summum du civisme pour les entreprises...

Deux facteurs liés peuvent expliquer la vogue de ce type de discours :

√ dans la société, une montée de la critique du capitalisme depuis les années 1990

√ dans le système, la visibilité des tares du capitalisme financier : vision à court terme, parachutes dorés, rapacité, délocalisations et patrons voyous.

Et c'est dans ce contexte que l'on entend parler d'éthique et de responsabilité...

La RSE peut-elle servir de point d'appui à ceux qui croient qu'un autre monde est possible ?

S'agit-il d'une victoire partielle des mouvements sociaux ?

La suite dans la deuxième partie!

□

⁰¹ Ou Sociétale, c'est plus flou et plus chic !

Mettre l'Homme et la Nature au coeur de l'activité touristique



"Maixe", bénévole d'Echoway, lors d'une balade matinale d'observation d'oiseaux, des singes, etc. au Costa Rica sur un fleuve, à Tortuguero...

Maxime Kieffer, "Maixe", est bénévole actif dans l'association EchoWay, une association de promotion et de sensibilisation au tourisme solidaire et écologique. "Maixe" réalise des conférences-débats lors de salons ou festivals, et des interventions en milieu scolaire, sur le thème de l'écotourisme et des problèmes liés au tourisme de masse. Voici quelques moyens pratiques de découvrir ce qu'est l'écotourisme.

A la suite de son Master en "Ingénierie du Développement Sportif et Touristique Durable", réalisé à Grenoble, "Maixe" veut acquérir et intégrer, par le biais de nouvelles expériences de terrain, les notions de solidarité internationale et de culture, à sa vision environnementale du tourisme.



Projet Corredor Ecoturístico 8 Venado, comunidad de Santa Ana, état de Oaxaca au Mexique

Ainsi il crée le projet "Initiative Ecotourisme", en partenariat avec plusieurs associations dont EchoWay (www.echoway.org), et Naturelodging (www.naturelodging.org) et part en 2006 en Amérique Centrale pour visiter, expertiser, et promouvoir des initiatives de tourisme solidaire et écologique, pendant 9 mois.

Le blog www.initiativecotour.canalblog.com retrace cette expérience, en collaboration avec des établissements scolaires de Donibane Lohitzun.

A l'aide d'une grille d'analyse, Maixe a tenté de déterminer dans quelle mesure les projets qu'il visitait respectaient les critères du tourisme solidaire et de l'écotourisme, c'est à dire de quelle manière ils appuyaient la protection de l'environnement et participaient au développement local.

Toutes les initiatives retenues sont présentées sur le site Internet d'Echoway, pas seulement celles de Maixe, mais également de tous les bénévoles de l'association qui ont été eux aussi expertiser des projets un peu partout dans le monde.

Echoway donne également des idées pour voyager écolo, de manière plus éthique, et fournit de nombreux renseignements sur le tourisme solidaire.

Avant tout militante, EchoWay s'attache également à dénoncer des lieux touristiques aux



Costa Rica, chez les Durika : projet de cabane écologique (avec panneaux solaires) permettant l'entretien d'une réserve naturelle...

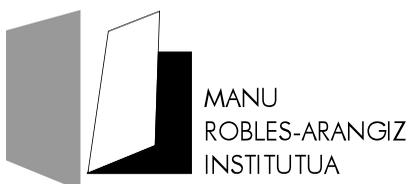
impacts négatifs sur l'environnement naturel et social local, ce sont les "Cartons Rouges". De nombreux articles dénoncent le tourisme de masse dans certaines régions ou des faux projets d'écotourisme qui, parce que l'écologie et la protection de l'environnement sont à la mode, se permettent d'énormes abus (voir "Où en est l'écotourisme au Chiapas ?" de "Maixe").

Pour découvrir les différents moyens de soutenir les communautés locales :

✓ dans le développement de leur projet de tourisme solidaire,

✓ à devenir maître de leur développement face à la multiplication de mégas projets de tourisme de masse,

... n'hésitez pas à contacter : info@echoway.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Fernando Iraeta
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Aldaren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Baucoup travaillé pour sa dignité identitaire

est aujourd'hui l'autre raison expliquant l'actuel dynamisme économique?

A. L.: Aujourd'hui cet esprit d'entreprise est une mutation. Les gens qui créaient une entreprise connaissaient la personne qui leur servait d'exemple. Nous sommes trois générations plus tard. On ne connaît plus les créateurs d'entreprise. Il y a certes toujours un esprit d'entreprise. Mais les grandes entreprises, celles qui marquaient l'économie locale, sont celles qui ont connu la crise mondiale: chantiers navals et sidérurgiques. Ils ont su réagir. Il serait intéressant de comparer, mais c'est difficile, l'entreprise dont les dirigeants et le capital sont d'ici ou venus d'ailleurs. Souhaitons-nous vraiment connaître cette nouvelle réalité? Les premières délocalisations en Hegoalde n'ont pas été celles des entreprises mais celles des capitaux.

Enb.: *Ce qui fait une des fascinations de l'économie d'Euskadi est sa capacité à l'exportation et d'autre part cette organisation par branche en «clusters» de type californien que l'on commence tout juste à expérimenter en France.*

A. L.: Pour l'exportation il y a peut-être une explication simple. Je me souviens lorsque j'étais à la Chambre de commerce, je disais: «*Arrêtez de donner des prix à l'exportation*». L'exportation est un devoir. C'est comme si l'on donnait à une personne un prix à la respiration sans laquelle elle crève. Ici l'exportation est la normalité, on se déplace plus facilement que de l'autre côté où, pour l'export, on passe par Paris. Ça tient aussi au type de produit qu'on réalise. Le phénomène des «clusters» vient d'un professeur de Harvard à qui l'on demandait de faire une analyse sur les solutions de remplacement au ministre de la sidérurgie basque. Il disait: «*Continuez à faire ce que vous maîtrisez bien*». Il y a eu une bonne reconversion. Aussi il y a toujours de l'acier. On n'aime pas parler ici de reconversion, mais les temps étaient venus de l'informatique, de l'électronique, de la chimie fine.

On ne cultive pas des poireaux sur un terrain de cimetière. La vie d'entreprise est une reconversion permanente. Ces «Clusters», à partir des secteurs qui sont consolidés, ont procédé d'une volonté de produire à moindre coût par des dénominateurs communs. Cela a pu se faire aussi parce qu'ici l'économie, la production sont très diversifiées sur un grand nombre d'entreprises. Ceci dit, la réussite des «clusters» est-elle celle qu'on nous raconte?

Enb.: *L'image serait-elle plus brillante que la réalité?*

A. L.: Oui, mais est-ce qu'en l'espèce l'image ne doit pas être la plus belle possible? Lorsqu'il y a cinq entreprises, avec un même produit ou famille de produits, qui attaquent un même marché, y a-t-il vraiment cet esprit de parfait partenariat? Sur l'essentiel, certainement. Dans la partie de mise en commun, coûtant moins cher que le chacun pour soi, il faut malgré tout avoir une culture d'entreprise.

Enb.: *Cette nouvelle culture d'entreprise ne procède-t-elle pas aussi du haut niveau de scolarisation de la société basque et de sa capacité à la recherche fondamentale ou appliquée?*

A. L.: La formation est d'un bon niveau. Mais attention il a tendance à régresser si l'on le compare, comme il se doit à présent, aux autres pays de l'Union européenne. Parmi les nouveaux membres de l'Union, il y a des pays dont l'âge de scolarité est plus élevé que celui de l'Etat espagnol et du Pays Basque. En recherche, nous n'avons pas de grande réussite. Si l'on excepte la Communauté autonome de Madrid où sont regroupés tous les centres de l'Etat, c'est quand même la Communauté d'Euskadi qui est leader. Se comparer aujourd'hui aux autres communautés autonomes est suicidaire. Le bon critère, c'est la comparaison avec les autres pays de l'Union européenne. Il n'y a aucune satisfaction à afficher son bon classement dans l'Etat espagnol.

Enb.: *L'autre facette de la dynamique basque ne vient-elle pas de cette frénésie de l'investissement dans les infrastructures autoroutières, portuaires, TGV démultiplieurs de l'expansion?*

A. L.: Les grandes infrastructures dont on parle actuellement, le port extérieur de Pasaia, l'eurocité Bayonne-Donosti, le TGV n'ont pas été soumises à l'appréciation de la société civile. Ce sont des dossiers qui ont pour horizon vingt, trente ans. Ce sont des investissements très coûteux qui arrivent au début de ce qui pourrait être un nouvel ordre social qui est celui du développement durable. Notre société ne va pas vers le plus mais vers le mieux. Que vont devenir ces investissements lourds? Les politiques aiment bien passer à l'histoire pour avoir réalisé le port extérieur de Pasaia qui paraît-il pourrait retirer à la route beaucoup de camions. Mais dans le même temps, les ports de l'Europe disent que le bon partenaire portuaire n'est pas Pasaia mais Bilbao. La question n'est pas de contenir une fringale d'investissements, mais de réfléchir sur la société de demain. Ce n'est pas un problème d'intellectuel

mais de prospective sociale et de santé face à la pollution, à la contamination de l'air. Beaucoup de gens se posent ces questions alors que les politiques disent: on a assez discuté, il faut le faire.

Enb.: *Mais la société civile n'est-elle pas traversée de besoins et perspectives contradictoires? Est-elle suffisamment homogène pour dessiner une vision d'avenir?*

A. L.: Sur le développement durable et le respect de l'environnement elle est, effectivement, peu homogène. Les économies mondiales non plus ne sont pas homogènes. Bush continue à refuser le protocole de Kyoto contrairement à d'autres. L'une des rares pages émouvantes de Chirac c'est lorsqu'il a plaidé ce dossier-là. Ici, sur ce thème, la société est très divisée. Le patronat dit: «*Arrêtez vos blagues, produisez, produisez*». Mais ce discours passe de plus en plus mal.

Enb.: *De ce lieu où se pense l'économie de la Communauté d'Euskadi, quels sont les rapports possibles entre Iparralde et Hegoalde?*

A. L.: Avant toute chose, il faut que les gens du Sud lorsqu'ils pensent au Nord pensent qu'il s'agit d'Euskal Herria, et vice-versa. Par exemple, si les gens d'ici, même abertzale, continuent à appeler «*gabasos*» les habitants d'Iparralde, on ne fera pas de patrie. Si les gens d'Iparralde appellent ceux d'ici, des Espagnols, rien n'est possible. Première condition, accepter son appartenance à un même territoire, puis à une même identité. Il y a une phrase de Besancenot qui m'a frappé: «*Il n'y a pas de citoyen sans territoire*». Si les gens pensent que parce que je me réfère à Besancenot je fais partie de la LCR, qu'ils aillent voir un psychiatre. Comment faire? Par des rapprochements de type économique. Mais plus sûrement de type culturel et bien sûr parler la même langue, l'euskara. Le culturel c'est d'abord la tolérance des uns par rapport aux autres. Que ceux du Nord n'aient pas peur de réaliser des choses avec le Sud sans arrière-pensée, sans la frousse d'être dominé. C'est ce que pensent beaucoup d'élus et même des abertzale. Pour créer un pays il faut faire le plus de choses ensemble. Par exemple créer un Conseil économique et social d'Euskal Herria même s'il n'a aucune personnalité juridique officielle. Que nous n'ayons pas à attendre une manif ensemble, un Herri Urrats commun, que Biarritz vienne jouer à Anoeta...

■ **Kale borroka.** Des distributeurs automatiques de banques ont été attaqués dans la nuit du 29 au 30 juillet, dans les localités navarraises de Lakuntza et Uharte Arakil, et rendus inutilisables par des liquides inflammés.

La délégation en Navarre du gouvernement de Madrid a recensé quarante plaintes pour ce type d'infraction au cours des derniers mois.

■ **Peintures terroristes.** Les trois arrestations du 1^{er} août, au petit matin, ne ressemblent en rien à celles dont nous parlons habituellement. Trois jeunes gens, que l'on dit proches de Segi, ont été interpellés à leurs domiciles respectifs, avec perquisition afférente. Enmenés à la gendarmerie d'Oloron, ils ont été placés en garde à vue et se sont vu notifier des poursuites pour «*apologie du terrorisme*». Il leur est reproché d'avoir peint sur la chaussée du port de Larrau, où devait passer le tour de France cycliste, les trois lettres «*ETA*», en grand et à plusieurs endroits. Relâchés dans la nuit du 2 au 3 août, ils comparaitront ultérieurement devant le tribunal correctionnel de Pau.

Côté Iparralde, les seules poursuites pour apologie du terrorisme remon-

tent aux années 80, et concernaient l'hebdomadaire *Enbata* pour la publication d'interviews de dirigeants d'ETA. Elles avaient abouti à la relaxe du directeur de la publication.

■ **MAE.** La justice française ne retient aucun délit à l'encontre de Pablo Aperribai, arrêté le 25 juillet à Tarbes. Mais elle examine le 2 août à Pau le MAE, mandat d'arrêt européen, dont l'Espagne l'a gratifié.

■ **Arriba España.** Le gouvernement basque a eu beau résister, le drapeau espagnol devra obligatoirement flotter à Arkaute, siège de l'Académie de la ertzaintza, la police de la Communauté autonome.

La délégation du gouvernement central à Gasteiz avait saisi à l'époque le Tribunal supérieur de justice du Pays Basque (TSJPV), lequel avait ordonné en octobre 2003 la mise en place de la «*bandera rojigualda*», le drapeau rouge et jaune imposé par Franco, en remplacement du drapeau de la République. Le gouvernement basque avait fait appel, mais le Tribunal suprême, à la date du 1^{er} août, a confirmé que «*la bannière nationale doit flotter de manière permanente sur les édifices officiels de la Communauté autonome*».



Journée de sensibilisation du collectif Alerte OGM à Came

PLUSIEURS centaines de personnes se sont retrouvées à Came samedi dernier pour une nouvelle journée de mobilisation contre les semis de maïs GM effectués ce printemps dans le département des Pyrénées-Atlantiques. Came avait été



symboliquement choisi en raison de sa situation en plein cœur du canton de Bidache, champion incontestable avec ses 480 hectares (sur 550) de maïs transgénique semés cette année en

iparralde. L'objectif de cette journée de veille citoyenne était d'attirer, une nouvelle fois, l'attention des populations sur les risques graves que de telles cultures peuvent faire courir à la santé publique et de faire pression sur les élus pour qu'un moratoire soit immédiatement décidé, à l'instar de la décision prise en Allemagne. Un travail de veille, de résistance et de pédagogie. Car c'est l'ensemble des filières des produits de qualité, bio ou conventionnels, dans lesquelles 3.000 agriculteurs basques se sont engagés, qui est mis en danger par les risques de contamination par ces organismes génétiquement modifiés, bien évidemment totalement proscrits par les cahiers de charges de ces productions. Les interventions, orchestrées de main de maître par Jon Harlouchet, agriculteur bio et responsable du collectif, ont permis d'entendre les témoignages d'un représentant de l'UFC Que Choisir, d'un

maire béarnais, agriculteur bio, l'un de ces nombreux maires ayant pris des arrêtés municipaux interdisant les cultures OGM, annulés par décision préfectorale. Mikel Kormenzana, président du syndicat agricole EHNE Bizkaia, a présenté la situation en Navarre et dans la Communauté autonome. Longuement applaudis, Bernard Pouey, producteur bio dont deux parcelles témoins situées au milieu des champs de maïs OGM de Salies ont récemment fait l'objet d'une destruction malveillante par épandage chimique et Maurice Coudoin, apiculteur lot-et-garonnais, qui, après avoir été à la pointe de la lutte pour obtenir l'interdiction du gauchio, mène actuellement une action exemplaire pour préserver ses ruches de la contamination par les OGM. Tous ont rappelé que les dégâts sociétaux produits par les cultures OGM sont aussi graves que les risques sanitaires, car elles introduisent la discorde,

voire la violence, à l'intérieur d'un monde rural déjà fortement fragilisé par les contraintes de politiques agricoles de plus en plus dictées par des impératifs de rendement à outrance et de baisse permanente des prix et des revenus. A l'issue du débat, Jon Harlouchet a solennellement remis à Jean Aniotzbehere, maire de Sara, le premier des panneaux que le collectif veut voir fleurir à l'entrée de tous les villages d'Iparralde: «*Hemen JAO landarerik ez, Ici pas de culture OGM*». Avec la distribution des kits tests pour détecter les cultures OGM, cette sensibilisation des élus municipaux sera l'axe principal des actions qui seront menées par le collectif jusqu'à obtention du moratoire. L'arrêt des cultures OGM est indispensable pour protéger une agriculture familiale de qualité qui permet de préserver un monde rural vivant et dynamique en Iparralde.

Deux questions à ...

Mikel Kormenzana, président d'EHNE Bizkaia

ENBATA: Quelle est la politique des deux communautés d'Hegoalde en matière de cultures OGM?

Mikel Kormenzana: Le gouvernement UPN de Navarre a été d'emblée favorable aux cultures transgéniques. Par le



biais des coopératives et de l'industrie agro-alimentaire, il a favorisé et encouragé le développement des cultures OGM. Ces cultures ont rapidement gagné du terrain. Mais à l'heure actuelle, les paysans se rendent compte que ces cultures ne sont pas aussi rentables que ce qu'on leur avait laissé miroiter. D'une part, la production n'augmente pas dans les proportions qu'on leur avait promises, d'autre part, des problèmes de commercialisation sont rapidement apparus. Car beaucoup de consommateurs refusent les produits transgéniques.

Dans la Communauté autonome, le gouvernement a été au départ plus incertain. Il s'est rapproché du concert des régions européennes sans OGM, mais sans y adhérer et sans se prononcer. Alors, nous avons mené un grand travail auprès des exploitations, des écoles, des municipalités, pour qu'elles se prononcent. A l'heure actuelle 50%

de ces instances se sont prononcées contre les cultures OGM.

Au vu de l'action menée par EHNE et de l'ampleur pris par le mouvement, Jaurilaritza (le gouvernement basque) s'est publiquement prononcé en mars dernier contre les cultures OGM et assume politiquement cette décision. Légalement cette décision n'a pas beaucoup de force, mais politiquement cette déclaration est importante. Nous avons à présent en main un outil pour exiger partout dans la Communauté le non recours aux OGM.

Enb.: Il n'y a donc pas de culture OGM dans la Communauté autonome d'Euskadi?

M. K.: Il n'y en avait pas auparavant et il n'y en aura pas à l'avenir. Il est vrai qu'on ne cultive pas beaucoup de maïs dans les trois provinces. Ce qui est cultivé est essentiellement du maïs fourrage, pas du grain. De ce fait, les coopératives ne voulaient pas de maïs OGM. Il est à présent impossible que le maïs OGM s'implante dans la Communauté autonome.

La conséquence de la déclaration de Jaurilaritza est que les produits alimentaires pour les humains et les animaux doivent être exempts de tout OGM. Maintenant, notre objectif est que l'aliment importé pour le bétail soit également exempt de produits transgéniques. Ce que nous négocions actuellement c'est l'interdiction d'importer du soja transgénique, avec comme objectif le remplacement du soja par des protéines produites localement. De sorte que la production de betteraves et de patates qui est en crise en Araba, puisse être en partie remplacée par des productions de protéines de substitution, telles que les pois et les fèves, à l'intention des éleveurs.

Et à ...

Maurice Coudoin, apiculteur à Verteuil d'Agenais, porte-parole du collectif Alerte OGM 47

ENBATA: Vous avez été débouté dans le procès que vous aviez intenté contre M. Menara dont le maïs transgénique avait causé la contamination de vos ruches. Quelles sont pour vous les conséquences de cette décision?

Maurice Coudoin: La première conséquence est positive, car elle démontre la complicité des pouvoirs publics dans la mise en place des pollutions menées de façon délibérée par les industriels. On verra à l'usage les conséquences négatives. Si ces cultures se généralisent, je ne vois pas où on pourrait planter les ruches de fa-



çon à continuer à produire propre. Aucune étude n'a été faite sur l'impact sur les abeilles ni sur les larves nourries avec du pollen provenant de ces cultures.

Enb.: Vous avez obtenu le soutien de nombreux organismes et associations?

M. C.: Notre combat a été extrêmement médiatisé. J'ai été propulsé sur le devant de la scène parce que j'ai été en contact immédiat avec un agriculteur qui est le porte-drapeau de cette filière OGM. Derrière, nous avons vu arriver les structures syndicales de l'apiculture. Toutefois, je déplore que les structures syndicales apicoles ne soient pas plus engagées. Bien évidemment, la Confédération paysanne a rejoint cette lutte. Bien que je n'en fasse pas partie, j'ai travaillé avec eux. Diverses structures comme les SIVAM agro-bio 47 et 64 nous ont rejoints.

Pour 2007, l'expérimentation ruche sera prise en charge financièrement par la fondation suisse Terre humaine à hauteur de 10.000€, sans poser de conditions sur l'utilisation de cet argent, ce qui est une marque de confiance en notre action. A l'instar de ce que nous avons fait en 2006, ce financement sera utilisé entre autres pour les constats d'huissier, les frais d'analyses, les déplacements.

Plus largement, on constate que même le personnel politique de droite évolue sur le sujet des OGM. Peut-être au contact de pays novateurs en la matière. Par exemple, Alain Juppé qui a vécu quelques temps au Canada a certainement eu connaissance de choses que, nous, nous ignorons, et donc ne peut rester insensible. Tous les politiques, quels qu'ils soient, sont obligés de tenir compte de l'évolution de l'opinion publique, donc de leur électoralat.

Marché fermier Idoki à Bixartea à Aiherra

BELLE affluence au premier des quatre marchés fermiers organisés en ce mois d'août par Idoki. Vendredi dernier, Isabelle et Patrick Sallaberry accueilleraient voisins et vacanciers à Bixartea, à Aiherra, pour une visite guidée de la bergerie, de la fromagerie et du haloir attenant. Près de la maison, une dizaine de stands offraient des produits fermiers labellisés Idoki, fromages de brebis, miel, pain, cidre et autres régals. Des tables étaient dressées pour accueillir les visiteurs désirant déguster un repas préparé avec les produits issus de fermes engagées dans la démarche de l'agriculture paysanne. Comme à chacune des opérations portes ouvertes d'Idoki, des membres de l'association étaient venus prêter main-forte aux deux jeunes paysans, pour faire de cette journée une belle réussite: moment de convivialité, d'échange, et, en même temps, de sensibilisation à des pratiques agricoles respectueuses de la nature et du vivant, à mille lieues de l'agriculture industrielle qui dépeuple les campagnes et porte atteinte à l'environnement.

Le nombre et la pertinence des questions posées à Isabelle et Patrick attestaient de l'intérêt porté par les



Ambiance conviviale à Bixartea

visiteurs aux modes d'élevage des brebis, à la fabrication des fromages ou aux méthodes de commercialisa-

tion. Patient et pédagogue, Patrick, qui vit son métier comme une passion, est intarissable sur les cycles

de production de ses brebis ou les variations de saveur de ses fromages selon la saison ou la hauteur de l'herbe.

L'association des producteurs fermiers du Pays Basque Nord Idoki regroupe une centaine de fermes engagées dans des productions de qualité, avec un cahier des charges extrêmement contraignant, pour garantir des produits authentiques, naturels, sains et savoureux. Afin d'établir avec les consommateurs des liens solidaires, responsables, francs et durables, Idoki a fait le choix de circuits de commercialisation courts en vendant principalement à la ferme et sur les marchés locaux. Nous sommes là aux antipodes de la logique financière de l'agro-business concentrationnaire, de ses usines à cochons ou à poulets, ses engrais, ses pesticides et ses OGM qu'on nous impose, même là où le territoire ne s'y prête pas.

Milesker à Isabelle et Patrick, à tous ces paysans engagés dans Idoki et tous ceux qui font vivre cette agriculture familiale sans laquelle le Pays Basque perdrait l'essentiel de son âme. Prochain rendez-vous vendredi 17 août chez Pascale et Bixintxo Aphaule, au domaine Bordatto, à Jaxu (Garazi).

COURRIER

Lettre d'un lecteur d'Enbata à propos des dernières législatives

CHERS amis,
Je me permets de revenir sur les résultats des dernières législatives en Iparralde, et je vous trouve bien sévère dans vos commentaires.

Tout d'abord, il faut constater que, malgré l'incident de Madrid, le score d'«*Euskal Herria Bai*» dépasse de plus de 1.200 voix le total abertzale de 2002, qui comprenait alors les voix PNV.

Si on les rajoute en 2007, cela représente près de 2.000 voix en plus, soit un total de 13.000 voix environ. On arrive ainsi à largement 10%.

Mais il faut rajouter, que cela plaise ou non à certains, la frange non négligeable des électeurs du Modem, de la tendance Batera.

A titre indicatif à Donapaleu, mon pays, Lassalle fait 1.732 suffrages (36.25%) contre seulement 1.476 (30.89%) à Lucbereilh.

Dans ce canton, pourtant en déshérence bascophone, voter «*centriste*», c'est depuis toujours, voter contre «*Paris*» et pour le «*Pays*», suivant en cela la tradition de Jean Errecart.

Contrairement à ce que vous semblez affirmer par ailleurs, cette opposition modérée a des racines basques profondes, plongées aux racines mêmes d'Enbata. Ce ne serait que parce qu'une partie de cet électorat est souvent âgée; elle a connu l'époque des Labéguerie, Etxeverry-Ainchart, Davant, ou de mon défunt cousin Michel Burrucoa et bien d'autres encore, et elle a maintenu la langue et les traditions... en attendant que l'abertzalisme puisse prendre ses racines.

Méconnaître cette génération, traditionaliste et éloignée de toute violence, serait une faute politique grave, si l'on veut arriver un jour à fédérer toutes les

énergies pour faire reconnaître notre identité nationale; des plus «*actifs*» aux plus «*modérés*», mais tous Basques! Il faut additionner les sensibilités et non les opposer, nos adversaires se chargeant de le faire.

Quoi que l'on puisse en penser actuellement, Lassalle comme Bayrou ont été formés à l'école de Lanza del Vasto!

Par ailleurs, comme vous le faites très bien, il faut aussi considérer la pression exercée sur les élus de sensibilité «*abertzale*». Ils ne sont pour autant pas à condamner, car être responsable, nécessite avant tout de devoir assumer sa fonction. Là aussi, pas d'anathème!

Vous voyez bien que Lassalle et même Lasserre commencent à prendre en compte notre existence. Politiquement, c'est très significatif, même s'il peut y avoir de fortes arrières pensées chez ce dernier.

Enfin, la composition sociale, culturelle et économique actuelle d'Iparralde, tend à minorer fortement l'entité basque dans notre propre pays. L'invasion des «*étrangers*» (franchimén compris), retraités, administratifs, cadres et techniciens, remplace petit à petit les autochtones.

Votre action énergique contre les pressions sur le foncier, et pour l'université, la reconnaissance officielle de l'euskara, le «*territoire basque*», le maintien des services publics, est le témoignage d'une jeunesse vigoureuse et porteuse de l'avenir de notre pays. Mais de grâce, n'oubliez pas les anciens, même si leurs actions vous semblent parfois plus timorées: ils sont aussi et avant tout, Basques!

Bien à vous.

Jean Hughes de Reganhac



**Laborantza Ganbara sustenga dezagun.
Jadanik 1000 diru laguntzaile, zu zergatik ez?
Laborantza Ganbara, j'y tiens donc je finance!**



Euskal Herriko Laborantza Ganbara 64220 Ainize-Monjolose



Obsessions abertzale

«**I**L faut libérer le Pays Basque!» Certes... Mais de quoi au juste? Nous avons pour le moins beaucoup d'adversaires et d'obstacles. Et si nous commençons par ceux qui sont le plus à notre portée, ceux que nous portons en nous-mêmes?

D'abord l'obsession du politique. «*Tout est politique*» disions-nous au début du mouvement abertzale en Pays Basque Nord, voici bientôt un demi-siècle. Ce mouvement a évolué depuis, il s'est diversifié, le secteur linguistique et culturel est devenu largement autonome, le secteur économique aussi, avec son réseau de création d'entreprises. Au Sud par contre, il me semble que l'obsession du politique domine encore largement dans la gauche abertzale. L'empêchant de s'investir suffisamment dans le social (isme?). Seul apparaît de ce fait son caractère abertzale radical. Le PSOE en profite pour se présenter comme le champion de l'action sociale. En tout cas la gauche abertzale se situe électoralement à la moitié de son potentiel sociologique, tel qu'il apparut à son zénith de 1987. Comment ne pas s'interroger sur les raisons de l'érosion qui a suivi? Il est vain de l'attribuer à l'action des adversaires, l'on ne peut évidemment pas compter sur ces derniers pour favoriser un mouvement concurrent, voire opposé.

Contrairement à l'idéologie qui domine au Pays

Jean-Louis Davant

Basque Sud, à droite comme à gauche, le problème basque n'est pas d'abord politique: c'est un fait socio-culturel. La politique doit évidemment le prendre en compte. Mais compter sur la politique

«L'obsession du tout politique, de la pureté idéologique, de Paris et de Madrid, de Robin des Bois... s'oppose à l'autogestion du Pays Basque par ses habitants»

d'abord est un leurre. L'on ne commence pas la maison par le toit, sauf dans l'architecture héritée de France. Il faut d'abord établir une base économique et culturelle solide. Il semble que la nôtre ne soit pas encore suffisante pour supporter une bonne toiture. Le toit, c'est évidemment l'indépendance, en tout cas au Sud. Mais pour l'avoir, il y faudra probablement en Europe une crise géopolitique comme celle de 1918 et de 1939, permettant de faire bouger certaines frontières. Il nous reste beaucoup à faire pour nous préparer à une telle

échec.

Obsession de la pureté. Recruter de nouveaux abertzale purs et durs, oui bien sûr. Mais ce n'est pas à mon avis l'essentiel. Nous sommes déjà nombreux: 10% des militants de toutes sortes dans une population, c'est énorme. Mais il faudrait plus d'euskaltzale, de basquistes «modérés», pour faire le lien avec l'ensemble de la population, dont nous sommes passablement coupés par nos attitudes franchement anticonformistes. La pureté, c'est beau, mais la vie est plus importante.

Obsession de Paris et de Madrid. Nous prétendons leur tourner le dos, mais nous n'arrêtons pas de regarder dans leur direction. Or tout ce que nous avons obtenu depuis quarante ans, nous l'avons fait nous-mêmes, ou presque. Notre avenir est dans cette voie autogestionnaire, même s'il nous faut récupérer en même temps pour le Pays Basque une juste part de l'argent public et des institutions.

Obsession de la violence. Celle-ci est marginale au Pays Basque, bien inférieure à celle des banlieues françaises. On lui donne trop d'importance dans les médias, aux dépens des actions positives. Là aussi faisons ce qui dépend de nous sans compter sur quelque Robin des Bois providentiel. Bref autogérons au maximum, sans oublier en ultime instance l'aspiration à la pleine souveraineté.

Notre couverture: Jon Harfouchet, du collectif Alerte OGM, remet le panneau à Jean Aniozbehere, maire de Saira, qui lui remet copie de la délibération prise par la municipalité.



Campagne Enbata aux fêtes de Bayonne

Bide onaren bila

(Suite de la page 2)

Gure borondate demokratiko hori frogatua izanen dugularik irekiko da bide on bat gure aurrean. Bide luzea eta parrarra menturaz baina bide zabala. Gaur gure xede hoberenak, azken unean, zangoz gora botatzen dizkigute, daramagun usain txarrak, ezin hurbilduak bilakarazten gaituelakotz, beti nonbaitik mugaturik baikabiltza. Iparalde huntan, politika alorrean, aspaldian bertzerik merezi genukeenak, horrek berak gaitu dakigun urrian atxikitzen.

Egia da haatik badirela gure artean gogo bihurrikoak, us-te dutenak, hala-nola gaitzetik ona sor daitekeela. Kasu huntan derasagute, nork daki Nafarroako sozialistak ez ote diren abertzaleei hurbilduko are gehiago Madrildik jasan duten mespretxioaren ondotik? Gertatzen ez denik ez da alabaina... Eta gisa hortako ondorioak ikusi izan dira behin baino gehiagotan. Iraultzaileek ere ez ote digute aski aldiz errepikatu eta errepikatzen beren lelo famatua: action-repression-action delakoa, zoinek nahi bailuke zarpaldia gure gainerat jaitsarazi gure atzarrazteko eta borrokari lotarazteko?

Baina ondorio horiek gelditzen dira hipotetikoak, balizkoak. Eta gisa hortako asmakuntzekin, hatsa labur duke bide horrek, ez da batere gaurko europar munduari egokitu. Euskaldunek maite ditugu (kasik sobera...) lanari, ongizateari garrantzia ematen dieten bideak, elkartasuna, kultura eta bestak baztertu gabe. Ez dugu herri hau bilduko jukutria maltzurrez: bertzeri demokrazia eskatu, guhaurk zangopilatzen dugularik. Gardenak izan gaitzen, bai xedeetan, bai bideetan. Euskaldunen elkarganatzea oztopatzen duen indarkeria bazter dezagun behin betikotz eta herriaren baitan sinets. Herri indartsua eta aintzinatua gara oro har. Hura gabe deus ez dezakegu. Elkarganatzea hil edo biziko baldintza, Euskal Herria askatzekotan.

Sur votre agenda

Agorrila:

✓ **Jeu 9, 21h30, BIARRITZ** (Eglise Ste Eugénie). Concert du chœur Oldarra.

✓ **Vendredi 10, 19h, BAIONA** (Carré Bonnat). Concert d'Amaren Alabak.

✓ **Samedi 11, 21h15, DONIBANE GARAZI** (Douves de la Citadelle). **Lundi 13, MAULE.** Représentation de «L'Ombre», conte d'après Evgueni Schwartz par l'Humani Théâtre. Tarifs: de 5 à 13 euros.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.-46.11.16. Fax: 05.59. 46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Antton Lafont: le Pays Basque Sud a beaucoup travaillé pour sa dignité 4 et 9

● Journée de sensibilisation du collectif Alerte OGM à Came10

Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8